

Madame Adams, Présidente du Bureau des gouverneurs

Monsieur le Recteur Frémont et Madame la Provost Scott,

Le département de Mathématiques et Statistiques est extrêmement inquiet par les demandes de coupes budgétaires. Celles-ci sont basées sur des rapports alarmants sur le budget de l'université provenant de vos servives. Nous ne croyons pas que l'université est en crise financière. En revanche, nous sommes persuadés que de nouvelles mesures d'austérité auront des effets néfastes sur la mission fondamentale de notre université et sur ses étudiants, son corps enseignant et son personnel. Nous vous demandons de faire preuve de plus de transparence et d'impliquer de manière significative les membres du corps enseignant dans l'évaluation et la communication de la situation financière et dans le développement des priorités institutionnelles de notre institution. Nous vous demandons également de faire pression sur le gouvernement provincial pour qu'il accroisse son financement (en particulier pour les étudiants), d'organiser et de coordonner, avec l'APUO, l'APTPUO et les associations étudiantes, des actions visant à sensibiliser le public et les décideurs aux effets extrêmement défavorables des coupes budgétaires sur l'éducation et le bien-être des étudiants.

Le Département reconnaît faire partie d'une large communauté universitaire, une communauté qui travaille ensemble pour atteindre ses objectifs d'excellence académique en enseignement, en recherche et pour favoriser l'expérience intellectuelle de tous ses membres: les étudiants, le personnel, le corps enseignant et les organisations communautaires de l'université d'Ottawa. Malheureusement, nous devons constater que l'administration centrale, dans son approche de la communication du budget, n'interagit pas de manière transparente et collaborative avec les membres de la communauté académique.

Nous sommes profondément préoccupés que le budget, qui est un document prospectif, soit le point central des discussions financières alors que les autres documents financiers ne sont pas discutés. Par exemple, les états financiers vérifiés par un tiers indépendant et sont accessibles au public, fournissent les résultats réels d'un exercice fiscal. Année après année, l'université utilise le prisme du budget pour affirmer qu'elle est en crise. Pourtant, année après année, les états financiers vérifiés montrent que la situation financière de l'université d'Ottawa est saine et que les prévisions catastrophiques du budget ne se réalisent pas. En particulier, les états financiers les plus récents font état d'une perte consolidée de 0,3 % en 2022, sans tenir compte de la juste valeur des investissements à long terme. Même si le ralentissement des marchés financiers a affecté les revenus d'investissement prévus par l'université, ceux-ci ne représentent qu'un faible pourcentage des recettes totales. Bien que nous comprenions et soutenions une approche prudente de la planification budgétaire, nous exprimons par la présente notre ferme opposition à l'utilisation d'un budget fondé sur le scénario le plus pessimiste pour justifier de nouvelles coupes financières.

Le département reconnaît que l'université a engagé récemment d'importants investissements ponctuels qui ont eu une incidence sur les dépenses. Toutefois, ces dépenses d'investissement sont distinctes des dépenses annuelles de fonctionnement. Elles ne sont pas récurrentes et ne devraient pas être présentées comme telles.

De plus, le département est préoccupé par le fait que l'université utilise le budget comme seul outil financier, afin d'imposer des coupes budgétaires additionnelles et un gel des embauches qui affecteront fondamentalement la façon dont nous enseignons et menons des recherches, par exemple en augmentant encore la taille des classes et en introduisant l'apprentissage hybride et en ligne à grande échelle. Imposer de tels changements de manière unilatérale ne respecte pas le savoir-faire des facultés et des départements, qui sont en charge de leurs programmes et sont, par conséquent, les mieux placés pour les modifier et les actualiser. S'il existe des raisons valables de modifier la manière dont nous assurons nos fonctions essentielles, alors une discussion véritablement transparente et collaborative s'impose.

Sur la base des états financiers vérifiés de l'université et de l'analyse de la situation fiscale de celle-ci par l'APUO, nous constatons que l'université n'est pas en crise et que des coupes budgétaires générales ne sont pas nécessaires. Nous sommes frustrés par le manque de transparence et de collégialité dans la communication de la situation, et par l'hypothèse selon laquelle l'université peut "continuer à compter sur le dévouement de nos professeurs et de notre personnel de soutien, et sur la résilience de nos étudiants" [Budget Book] pour absorber les effets des coupes budgétaires.

Le Département de mathématiques et statistique demande aux dirigeants de l'administration centrale de s'engager de manière plus transparente et concertée avec les facultés plutôt que d'utiliser le budget pour imposer unilatéralement des changements à nos programmes et à nos charges de travail sans consultation ou collaboration préalable.

Le Département de Mathématiques et Statistiques

Avril, 2023

cc: Faculté des sciences, APUO